

SYRIE

# L'armée contrôle Jisr Al-Choughour, un cousin du président sanctionné

**L'armée syrienne est intervenue en force pour prendre le contrôle de Jisr Al-Choughour dans le nord-ouest du pays malgré les mises en garde de la communauté internationale en raison d'une répression brutale et sans pitié.**

«Les divisions de l'armée sont à Jisr Al-Choughour, des tirs sont entendus par intermittence dans les villages voisins», a indiqué hier un militant des droits de l'Homme à l'AFP. Les autorités, qui veulent mater la contestation, ont «pris le contrôle» de cette ville du gouvernorat d'Idleb, dimanche soir après une opération militaire d'envergure lancée vendredi. Elles ont annoncé qu'elles «poursuivaient les groupes terroristes armés» dans les futaies et les montagnes environnantes, dans le gouvernorat d'Idleb.

Dans le village d'Ouram Al-Joz, à l'est de Jisr Al-Choughour, «l'armée a lancé dimanche soir une campagne sécuritaire avec des grenades éclairantes». Un peu plus au sud, dans le Jabal Al-Zawiya, des divisions de l'armée sont déployées depuis dimanche, a ajouté ce militant. La majorité des 50 000 habitants de Jisr Al-Choughour se sont réfugiés en Turquie, depuis que les violences ont éclaté depuis une semaine. Leur nombre qui ne cesse de croître s'élevait hier à 6 817, selon l'agence de presse Anatolie. Ils sont hébergés dans des villages de tentes dans la province de Hatay. Le Premier

ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait déclaré que son pays ne fermera pas ses portes aux Syriens voulant y trouver refuge.

Le triomphe de M. Erdogan dimanche aux législatives turques a été salué par les militants sur la page Facebook, «Syrian Revolution 2011», moteur de la contestation. «Il y a une grande satisfaction dans la rue syrienne, parmi les jeunes et les hommes de la Révolution après la victoire du parti de M. Erdogan», ont-ils écrit.

Les réfugiés syriens en Turquie ont témoigné. Ils corroborent les thèses des opposants et des militants accusant le régime d'avoir créé de toutes pièces les histoires des «groupes armés semant le chaos dans le pays» pour justifier leur répression des contestataires. «Les soldats (syriens) sont divisés. Quatre chars ont fait défection et les chars ont commencé à se tirer les uns sur les autres», explique Abdullah, un Syrien de 35 ans, qui se trouvait dimanche à Jisr Al-Choughour, et qui est entré clandestinement en Turquie pour chercher de la nourriture.

Les troupes syriennes «ont d'abord encerclé la ville avec les chars». «Ils ont commencé à tirer depuis l'extérieur (...). Ils sont entrés, ils avaient dit qu'il y avait des hommes armés à l'intérieur, mais en fait il n'y avait personne. La ville était vide», poursuit ce témoin, qui se présente sous le seul prénom d'emprunt d'Abdullah.

Il a accusé les forces de sécurité syriennes, des policiers en civils et des Chabihha (milices

pro-régime) d'avoir «brûlé les récoltes avec des munitions incendiaires» et d'avoir «tué les chèvres, les vaches». La télévision a montré des images de dépouilles retirées d'une fosse commune découverte dimanche à Jisr Al-Choughour. Les cadavres, selon elle, sont ceux des agents tués lors de l'attaque du QG de la Sécurité, le 6 juin. 120 policiers ont été tués ce jour-là par des «groupes armés», dont 82 au QG, selon Damas.

Mais des opposants et des témoins ont contesté la version officielle et ont affirmé que les policiers avaient péri lors d'une mutinerie. Un haut responsable de la sécurité, cousin du président syrien Bachar Al-Assad, et l'ex-gouverneur de la province de Deraa (sud), où est née la contestation, ont été interdits de voyager à l'étranger par une commission d'enquête. Honnis par la population, ils avaient été limogés de leurs postes en mars.

Par ailleurs, un étudiant américain installé en Ecosse a révélé dimanche qu'il était l'auteur du blog présenté comme celui d'une jeune Syrienne lesbienne, Amina Abdallah, devenue célèbre grâce à ses prises de position en faveur de la démocratie, a rapporté hier *le Guardian*.

Dans un message d'excuse posté depuis Istanbul, Tom MacMaster précise que si la blogueuse n'existe pas réellement, «les faits relatés sur le blog sont vrais et pas trompeurs sur la situation sur le terrain» (en Syrie).

LIBYE

## L'Allemagne reconnaît le CNT comme représentant légitime du peuple libyen

L'Allemagne reconnaît le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de la rébellion libyenne, comme le «représentant légitime», a déclaré hier à Benghazi, «capitale» de la rébellion, son ministre des Affaires étrangères Guido Westerwelle. «Le CNT est le représentant légitime du peuple libyen», a-t-il déclaré à la presse, après des entretiens avec des responsables du CNT, dont Ali Al-Essaoui, en charge des Affaires étrangères. «Nous souhaitons une Libye libre, en paix et démocratique, sans Kadhafi», a poursuivi le ministre arrivé vers 10h30 GMT à Benghazi, dans l'est de la Libye.

Il a aussi annoncé l'ouverture d'une représentation diplomatique allemande dans le fief des rebelles.

L'Allemagne devient ainsi le 13<sup>e</sup> pays à reconnaître le CNT, après les Emirats arabes unis dimanche, et avant cela la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal et l'Espagne, l'Australie et les Etats-Unis. L'Allemagne s'était abstenue pendant le vote le 17 mars de la résolution 1973 autorisant le recours à la force pour protéger les civils libyens, avant de refuser toute participation à l'opération Protecteur unifié, sous commandement de l'Otan. Le ministre a défendu la position de l'Allemagne sur la non-intervention militaire de son pays contre les forces de Mouammar Kadhafi.

«Nous avons été l'un des premiers gouvernements à dire que le colonel Kadhafi devait partir», a-t-il rappelé, estimant que l'absence d'implication militaire de l'Allemagne ne «signifie pas que nous sommes neutres». «Il est nécessaire d'étendre l'isolement économique du colonel Kadhafi», a-t-il poursuivi se prononçant en faveur du dégel des énormes avoirs financiers du régime Kadhafi à l'étranger. «Ces avoirs de Kadhafi devraient être débloqués pour servir à la construction de la nouvelle Libye», a-t-il estimé. «La richesse de la Libye est pour le peuple libyen.»

Le ministre de la Coopération économique et du Développement, Dirk Niebel, qui l'accompagnait, a annoncé que l'Allemagne va travailler à des projets de développement, notamment dans les secteurs de l'eau et de l'électricité. Son pays veut aider les réfugiés dans les camps et les «personnes traumatisées par la guerre».

Il a aussi annoncé que Berlin était prêt à débloquer 10 millions d'euros pour l'aide au peuple libyen.

YÉMEN

# Nouveaux combats à Zinjibar

**De nouveaux combats ont opposé dans la nuit de dimanche à lundi soldats yéménites et combattants présumés d'Al-Qaïda à Zinjibar, dans le sud du Yémen, où l'armée a perdu plus de 140 hommes en deux semaines, selon des sources militaires.**

Ces combattants qui se réclament d'une organisation inconnue, les Partisans de la Charia (loi islamique), ont pris le 29 mai sans coup férir la ville de Zinjibar, chef-lieu de la province d'Abyane où Al-Qaïda est bien implantée, à l'exception d'une brigade mécanisée dont ils encerclent la base dans la ville. Un militaire a été tué et neuf blessés lors de violents combats dans la nuit de dimanche à lundi entre les quelque 4 000 soldats de la brigade mécanisée et ces hommes armés, selon des sources militaires. «De violents combats nous opposent à un groupe de criminels faisant partie d'Al-Qaïda (...) nous ne nous rendrons jamais, nous combattons jusqu'au bout», a déclaré à l'AFP le commandant de la brigade, le général Mohammad Al-Soumali, joint au

téléphone. D'après un bilan de sources militaires et médicales, au moins 81 militaires ont été tués et environ 200 blessés depuis fin mai dans les combats entre l'armée et les combattants présumés d'Al-Qaïda dans la province d'Abyane.

Plus de 200 militaires ont en outre été blessés et une trentaine sont portés disparus, selon ces sources. Une soixantaine de combattants présumés d'Al-Qaïda auraient été tués depuis la chute de Zinjibar aux mains des hommes armés, d'après des estimations de source militaire. L'armée yéménite a acheminé la semaine dernière des renforts pour lancer un assaut contre Zinjibar, mais les militaires sont tombés dans plusieurs embuscades tendues par les extrémistes dans les environs de la ville. «L'armée ne veut pas entrer à

Zinjibar pour ne pas constituer une cible facile aux hommes armés d'Al-Qaïda, qui sont déployés dans les rues de la ville», a affirmé à l'AFP le numéro deux de la province d'Abyane, Ahmad Al-Rahoui.

Il a ajouté que ces extrémistes avaient saisi des armes dans les sièges des forces de sécurité dont ils ont pris le contrôle à Zinjibar, et disposaient désormais de deux chars, de transports de troupes et de véhicules militaires équipés de mitrailleuses. Selon lui, «les combattants comptent dans leurs rangs des membres d'Al-Qaïda venus des différentes provinces, parmi lesquels des Pakistanais, des Libyens et des Saoudiens».

Le responsable a souligné que plus de 20 000 des habitants de Zinjibar, qui compte en temps normal près de 80 000 âmes, se sont réfugiés à Aden, la grande ville du sud. L'un de ces habitants réfugiés à Aden, Mansour Abdel Ghani, a raconté à l'AFP avoir tenté sans succès hier matin de regagner sa maison pour y prendre quelques

affaires. «Des hommes armés masqués et armés de lance-roquettes m'ont arrêté à l'entrée de Zinjibar et m'ont interdit d'y entrer en disant que c'était trop dangereux», a-t-il dit.

«J'ai vu de la fumée qui s'élevait au-dessus de Zinjibar, comme si des maisons brûlaient», a-t-il ajouté. Une vague de violences secoue le Yémen alors que le régime du président Ali Abdallah Saleh, un allié des Etats-Unis dans la lutte antiterroriste, vacille. M. Saleh agite le spectre de la menace d'Al-Qaïda après son départ alors que ses opposants l'accusent de manipuler les islamistes extrémistes.

Dans le même temps, les opérations antiterroristes contre Al-Qaïda se poursuivent, avait affirmé le directeur de la CIA, Leon Panetta, la semaine dernière devant le Sénat américain.

Le rythme des raids aériens au Yémen, conduits essentiellement à l'aide de drones, s'est accru ces dernières semaines, a de son côté rapporté *le New York Times*.

ITALIE

# Nouveau revers pour Berlusconi

**Humilié aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé un nouveau revers hier en raison d'une mobilisation des Italiens aux référendums promus par l'opposition sur l'abolition de son immunité pénale, l'interdiction du retour au nucléaire et la privatisation de l'eau.**

La participation au vote organisé dimanche et lundi jusqu'à 13h GMT en Italie a été très forte, environ 57%, soit bien davantage que le quorum, le taux indispensable pour que les référendums soient valables, selon des résultats officiels portant sur la moitié des villes italiennes. Cela faisait 16 ans que le quorum (50% plus une voix) n'était pas atteint en Italie pour ce type de référendums d'initiative populaire. En outre, d'après un sondage de l'institut EMG, une écrasante majorité d'Italiens — plus de 90% sur chaque question — a rejeté les lois

de M. Berlusconi prévoyant un retour au nucléaire, l'ouverture au privé pour la gestion et la distribution de l'eau et une forme d'immunité pour le chef du gouvernement. Avant même la clôture du scrutin, M. Berlusconi a reconnu que «le peuple italien était probablement en train de décider de dire adieu aux centrales nucléaires».

Actuellement jugé dans trois procès dont celui sur le scandale sexuel Rubygate, M. Berlusconi redoute surtout le référendum prévoyant l'annulation d'une loi dite d'«empêchement légitime» qui lui permet de ne pas se présenter en justice en raison de ses obligations de Premier ministre. Il a ostensiblement passé son dimanche à la mer en Sardaigne afin de montrer qu'il n'irait pas voter. Pour Silvio Berlusconi, un échec aux référendums constituerait un nouveau revers après celui subi par sa coalition de centre-droit aux municipales

partielles d'il y a 15 jours quand elle a perdu, entre autres, son fief de Milan. Le gouvernement en sortirait affaibli, les résultats «révélant une perte de contact (de M. Berlusconi, ndlr) avec le pays, un problème qui concerne toute l'alliance» au pouvoir, estime l'éditorialiste du journal *Corriere della Sera*, Massimo Franco. Les médias ont souligné à quel point la position de M. Berlusconi sur les référendums ne faisait pas l'unanimité dans son camp.

Alors qu'Umberto Bossi, le numéro un de la Ligue du Nord, principal allié du Cavaliere, disait «espérer que les gens n'aillent pas voter», l'un des ténors de son parti, Luca Zaia, président de la région Vénétie, a été aux urnes pour dire «non» au nucléaire, à une privatisation de l'eau et même à l'immunité du chef du gouvernement. Des lézardes sont apparues dans le pacte entre Silvio Berlusconi et la Ligue, M. Bossi jugeant que «Berlusconi a

perdu sa capacité de communiquer avec les gens à la télévision». Autre motif d'inquiétude pour M. Berlusconi, écrit le *Corriere*, «la mobilisation du monde catholique» contre le nucléaire et la privatisation de l'eau. De nombreux prélats sont montés au créneau sur cette dernière question, estimant que «l'eau, don de Dieu, appartient à tout le monde».

En revanche, le résultat du référendum sur le nucléaire sera surtout symbolique puisque les Italiens ont déjà abandonné cette énergie après un premier référendum en 1987 suite à Tchernobyl. Et il y a quelques semaines, le Cavaliere a annoncé qu'il renonçait à son projet de construction de centrales à partir de 2014 pour une mise en service en 2020, vidant le référendum de sa substance.

Environ 47,2 millions d'Italiens dans la péninsule et 3,2 millions résidant à l'étranger étaient appelés aux urnes.